

Je soutiens la mobilisation des agriculteurs contre l'accord de libre-échange avec le Mercosur !

L'engagement des Écologistes **contre l'accord de libre-échange avec le Mercosur** ne date pas d'hier. En novembre 2024, j'ai cosigné la tribune publiée dans Le Figaro (1) : « La France peut encore bloquer l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur », qui a montré qu'une large coalition d'élus et de responsables politiques, au-delà des clivages droite-gauche, enjoint depuis des mois le gouvernement français à s'opposer à cet accord désastreux.

En effet, cet accord constitue une menace sérieuse pour notre modèle agricole et alimentaire. Il ouvre la voie à des importations produites dans des conditions qui ne respectent ni nos normes environnementales, ni nos règles de santé publique, ni nos exigences de bien-être animal. Par ailleurs, l'absence de clauses miroirs permet l'arrivée sur le marché européen de denrées cultivées avec des substances interdites en France, comme l'acétamipride, dont la mobilisation contre la loi Duplomb a assuré la célébrité nationale.

Sur ces points, je partage avec les agriculteurs une même conviction : **il faut défendre une agriculture de qualité, ancrée dans nos territoires et respectueuse des citoyens comme de l'environnement.**

Fidèle à mes convictions, j'ai signé, ce mois-ci, la proposition de résolution européenne (2) déposée à l'Assemblée nationale, qui appelle, de nouveau, à rejeter l'accord Mercosur. Comme le souligne mon collègue François Ruffin : « Vous avez déjà vu la FNSEA et les écolos, la gauche et la droite, tous ensemble ? Eh bien ça existe : pour faire front commun contre le Mercosur. »

Je ne peux toutefois m'empêcher de noter une certaine dissonance cognitive : comment peut-on, d'un côté, dénoncer les importations produites dans des conditions moins-disantes... et de l'autre, avoir soutenu la loi Duplomb, qui affaiblit encore la protection de nos paysages et de notre environnement ?

Nos agriculteurs méritent des règles justes et cohérentes. Ils méritent aussi que leurs syndicats ne les entraînent pas dans des contradictions dommageables. L'avenir de notre agriculture, comme celui de nos territoires, exige des choix courageux et responsables.

Dominique Voynet
Députée du Doubs

(1) www.lefigaro.fr/vox/economie/la-france-peut-encore-bloquer-l-accord-de-libre-echange-entre-l-union-europeenne-et-les-pays-du-mercotur-20241104

(2) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b1785_proposition-resolution-europeenne.pdf